

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/C/W/165

3 novembre 1999

(99-4753)

Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce

Original: anglais

RÉEXAMEN DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 27:3 B)

Proposition concernant la protection des droits de propriété intellectuelle relatifs aux connaissances traditionnelles des communautés locales et autochtones¹

*Communication de la Bolivie, de la Colombie, de l'Équateur,
du Nicaragua et du Pérou*

La Mission permanente du Pérou a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 4 octobre 1999.

Contexte

1. Le développement moderne de la propriété intellectuelle et l'introduction de cette question en 1996 dans le Cycle d'Uruguay de négociations commerciales multilatérales se sont appuyés sur une conception du développement économique et technologique qui reconnaît que la propriété intellectuelle est un élément nécessaire et un préalable indispensable pour atteindre les objectifs de développement du commerce mondial. Les Membres de l'OMC, y compris les signataires de la présente communication, en ont pris acte en adoptant l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) et en s'engageant à le respecter.

2. Le régime de propriété intellectuelle tel qu'on le connaît aujourd'hui est le résultat d'un processus continu d'évolution répondant au désir d'accélérer le développement commercial et technologique. La portée de la propriété intellectuelle s'est étendue au fil du temps à mesure que de nouveaux objets bénéficiaient d'une protection. Cette extension a revêtu deux formes: l'inclusion de régimes spéciaux (*sui generis*) de protection et l'élargissement des domaines traditionnels de la protection à de nouveaux éléments. Au cours des dernières décennies, la législation des Membres de l'OMC et les instruments internationaux ont par exemple étendu la protection aux variétés végétales (années 1950 et 1960), aux matières biologiques, aux animaux et aux plantes (années 1970 et 1980), aux schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés (année 1980), aux logiciels (années 1980 et 1990) et aux compilations et bases de données (années 1980 et 1990).

3. L'histoire des régimes de propriété intellectuelle montre que leur évolution et leur extension à de nouveaux droits et à de nouveaux objets de protection ont été suscitées par les besoins légitimes

¹ Cette communication a été distribuée sous couvert du document WT/GC/W/362, daté du 12 octobre 1999. À la réunion du Conseil des ADPIC qui s'est tenue les 20 et 21 octobre 1999, le représentant du Pérou a demandé qu'elle soit aussi distribuée en tant que communication formelle au Conseil des ADPIC.

des secteurs et branches de production qui avaient intérêt à ce que leurs créations et innovations puissent bénéficier de dispositions qui les protègent. Les besoins et les attentes de ces secteurs ont été en leur temps pris en compte par les gouvernements des pays membres concernés et soumis aux instances internationales en vue de l'adoption des textes officiels voulus.

4. Cependant, toute l'évolution moderne de la propriété intellectuelle s'est située dans le cadre de principes et de régimes qui ont tendu à laisser de côté un grand secteur de la créativité humaine: celui constitué par les connaissances traditionnelles des communautés locales et autochtones. Ces connaissances traditionnelles sont souvent liées à l'exploitation des ressources génétiques, biologiques et naturelles, ou à la gestion et à la conservation de ces ressources et de l'environnement, selon des modalités qui ont une valeur aussi bien économique et commerciale que culturelle. Dans une perspective plus large, les connaissances traditionnelles comportent aussi des expressions artistiques et culturelles qui ont une valeur fondamentale pour leurs dépositaires parce qu'elles sont le ciment de leur identité individuelle et collective et la garantie de leur survie.

5. Les connaissances traditionnelles sont constituées en grande partie d'innovations, de créations et d'expressions culturelles conçues ou conservées par leurs dépositaires actuels qui peuvent être définis comme des individus ou des communautés entières, des personnes physiques ou morales qui ont des droits. La valeur aussi bien économique et commerciale que culturelle de ces connaissances traditionnelles pour leurs dépositaires justifie et alimente leur désir légitime qu'elles soient légalement reconnues comme objet de propriété intellectuelle, qui s'exprime dans un nombre toujours croissant de tribunes nationales, régionales et internationales. Cette demande n'est en fait pas moins légitime que celle qui en son temps a justifié la reconnaissance des nouveaux objets de propriété intellectuelle mentionnés plus haut à titre d'exemples.

6. Au seuil d'un nouveau cycle de négociations commerciales internationales, ces besoins et attentes ne peuvent être ignorés ou négligés. Ils méritent un examen approfondi dans le cadre du développement futur de la propriété intellectuelle au niveau mondial. Ce développement futur doit se fonder sur la reconnaissance mutuelle des créations et biens incorporels produits par les divers secteurs concernés dans les différents Membres de l'OMC. Pour un grand nombre de ces Membres, la valeur culturelle et économique des connaissances traditionnelles est aussi importante que celle des innovations technologiques modernes pour d'autres Membres.

7. Depuis plusieurs années, les connaissances traditionnelles font, dans divers pays Membres de l'OMC, l'objet d'études visant à élaborer une législation *sui generis* dans le cadre national et/ou régional. Toutefois, le fait d'être reconnu comme objet de protection au niveau international permettrait aux dépositaires des connaissances ainsi protégées de faire valoir leurs droits devant des tribunaux de pays autres que le leur et de bénéficier ainsi des avantages matériels qu'elles pourraient procurer. Cela tendrait aussi à réduire les pratiques d'appropriation indue et d'exploitation non autorisée de ces connaissances et à limiter le risque d'érosion ou de destruction de ces biens incorporels et des cultures qui les ont produits.

8. Un cadre normatif international devrait permettre aux dépositaires légitimes de connaissances traditionnelles d'exercer un contrôle effectif sur l'accès, l'usage, la mise en valeur, la reproduction, l'imitation, l'exploitation et la transmission ou les autres opérations commerciales relatives à ces connaissances ou à leurs expressions et manifestations, et de prévoir pour assurer le respect de ces droits des mesures efficaces qui ne devront pas être moins rigoureuses que celles prévues dans l'Accord sur les ADPIC.

9. Faire des connaissances traditionnelles un objet de protection au niveau international apporterait aussi des moyens complémentaires de prendre en compte à ce niveau, notamment, les aspects liés à la protection des innovations dans le cadre de l'alinéa b) du paragraphe 3 de l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC et entraînerait l'obligation de respecter, préserver et maintenir les

connaissances, innovations et pratiques des communautés autochtones et locales, comme le prévoit l'alinéa j) de l'article 8 de la Convention sur la diversité biologique.

Proposition

10. Pour les motifs susmentionnés, les Membres signataires proposent que la Conférence ministérielle de Seattle adopte les dispositions nécessaires pour assurer au cours de ce cycle:

- a) La réalisation, en collaboration avec d'autres organisations internationales compétentes, d'études visant à élaborer des recommandations sur la manière la plus appropriée de faire des connaissances traditionnelles des objets protégés par des droits de propriété intellectuelle.
 - b) La conduite de négociations, sur la base des recommandations élaborées, en vue d'établir un cadre normatif multilatéral de nature à assurer une protection légale efficace aux expressions et manifestations de ces connaissances.
 - c) La mise au point du cadre normatif prévu à l'alinéa b) en temps voulu pour qu'il fasse partie des résultats de ce cycle de négociations commerciales.
-